

*Les crédits*

responsabilité afin qu'elles s'exercent le plus près possible des gens desservis.

Nous aimerions voir un gouvernement fédéral radicalement modifié, beaucoup plus petit, beaucoup moins envahissant, où les provinces auraient plus de responsabilités là où c'est nécessaire pour que le pays fonctionne mieux. Cela ne signifie pas que le gouvernement fédéral n'a pas de rôle à jouer dans le domaine des affaires nationales. Si nous devons être un pays, alors nous devons avoir certaines choses qui soient uniformes d'un océan à l'autre.

Tous ces projets de loi, que nous soyons d'accord ou non, concernent ces questions. Le projet de loi C-76 est destiné à mettre en exécution certaines dispositions du budget. Ce dont le Bloc québécois se plaint amèrement, au sujet de ce projet de loi, c'est qu'il contient un article en vertu duquel les transferts aux provinces deviennent des transferts globaux.

Cela signifie qu'au lieu de transférer des quantités d'argent particulières à l'enseignement, à la santé et à d'autres domaines, comme le Régime d'assistance publique du Canada, on transférera l'argent en bloc, ce qui permettra aux provinces d'en faire ce qu'elles veulent. Pour moi, c'est logique. Je vois ça comme de la décentralisation. Comment le Bloc québécois peut-il voir là une manœuvre de centralisation? Ce que le Bloc québécois n'a pas dit, c'est qu'il est possible que le gouvernement du Québec soit un peu plus prudent dans la façon dont il dépense l'argent, parce qu'il va en avoir moins.

Notre pays s'endette au rythme de 120 millions de dollars par jour. Notre déficit par habitant se chiffre à 1 375 \$, rien que pour cette année. La dette totale par Canadien s'élève à 19 000 \$. Pour une famille de quatre personnes, cela représente 76 000 \$. Telle est notre dette fédérale. Oublions la dette provinciale, qui est très élevée au Québec, et parlons de notre seule dette fédérale. Il va donc y avoir moins de fonds à transférer aux provinces, et je pense que cela dérange un peu les bloquistes.

• (1115)

Je voudrais montrer certaines des iniquités qui existent actuellement dans notre pays. En vertu de Régime d'assistance publique du Canada, si une personne dépend de l'aide sociale, qu'elle reçoit des prestations de sa province et qu'elle vit en Ontario, en Alberta ou en Colombie-Britannique, le gouvernement fédéral injecte 29 cents de chaque dollar versé. Cependant, si cette personne vit au Québec ou dans l'une des autres provinces qui sont considérées comme pauvres, il fournit 50 cents de chaque dollar versé.

Étant donné qu'il s'agit d'un transfert par blocs, si le Québec continue de verser les prestations comme il le fait actuellement, il va devoir aller chercher cet argent ailleurs. Quelqu'un pourrait-il me dire pourquoi l'Alberta paierait, par le truchement du système de péréquation, des impôts devant aboutir au Québec pour que les personnes âgées n'aient pas à payer les médicaments d'ordonnance? Les gens qui vivent en Alberta doivent payer les médicaments d'ordonnance. Le Québec est considéré comme une province pauvre et nous le subventionnons. Au cours des 30 dernières années ou à peu près, le Québec a reçu environ 100 milliards de dollars en

paiements de péréquation. Pourquoi le reste du pays devrait-il accepter cela?

Je tiens à dire que, personnellement, j'aime bien le député de Richmond—Wolfe qui a lancé ce débat. Cependant, j'avoue qu'il me hérisse chaque fois qu'il se met à pontifier à la Chambre au sujet de la situation misérable des Québécois. J'ai trouvé les commentaires qu'il a faits ce matin vraiment pathétiques. Je me suis demandé comment, en écoutant des propos aussi isolationnistes, les Québécois pouvaient faire confiance à ces gens, à ce groupe pour diriger un Québec indépendant. Ils passeraient les 20 premières années de l'obtention de leur indépendance à construire un mur autour du Québec.

Nous savons que le Québec profite énormément du commerce interprovincial qui fait l'objet du projet de loi C-88 et que cela ne leur plaît pas. Le projet de loi C-88 vise à réduire les obstacles au commerce interprovincial au Canada. Le Parti réformiste s'est opposé à ce projet de loi, sous prétexte qu'il n'allait pas assez loin. À notre avis, le gouvernement aurait dû user de ses pouvoirs pour obliger les provinces à éliminer les obstacles au commerce. C'est dans le meilleur intérêt de tous de développer une masse critique qui nous permettra d'être concurrentiels mondialement.

Les gens se souviendront que, lorsque nous avons conclu l'accord de libre-échange avec les États-Unis, nous n'avions pas le dessus les premières années. Pourquoi? Parce que nous avions un dollar élevé, des taux d'intérêt élevés et des obstacles au commerce interprovincial dans tout le pays, ce qui empêchait les industries qui étaient protégées de livrer concurrence sur les marchés mondiaux.

Il faut être stupide, et nous l'étions, je pense, pour conclure un accord de libre-échange avec la plus puissante nation commerçante au monde sans pratiquer d'abord le libre-échange au Canada même. Comment pouvions-nous être aussi stupides—je n'aime pas dire ne pas mettre de munitions dans nos armes, puisque nous n'en aurons plus avec le projet de loi C-68—pour aller à la chasse avec des fusils chargés à blanc?

• (1120)

Notre dollar est cher, nos taux d'intérêt sont élevés et puis il y a ces barrières interprovinciales au commerce. Le gouvernement fédéral est tout à fait dans son droit quand il dit aux provinces: «Nous allons supprimer ces barrières interprovinciales au commerce afin de faire jouer la concurrence.»

J'ai quelque part des notes sur l'importance du commerce pour les Canadiens du Québec, pour les Québécois, indépendants ou non. Que ce soit bien clair. S'il y a une chose que je ne souhaite pas pour tout l'or du monde, c'est bien que les Québécois soient indépendants. Mais si par un caprice du destin ils sont assez bêtes pour suivre le Bloc québécois dans cette voie, voici ce dont ils auraient intérêt à se rappeler.

En 1989, le Québec a davantage exporté en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick qu'à n'importe quel pays d'Europe, y compris la France. Il a vendu autant à l'Ontario qu'aux États-Unis. Le reste du Canada a exporté davantage au Québec qu'à l'Union européenne et au Japon réunis.